

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU COMITE
SYNDICAL DU 8 DECEMBRE 2014**

	SEBA EAU	SEBA ASSAINISSEMENT
Nombre	79	56
Quorum	40	29
Présents	46	33
Pouvoirs		2
Votants		35
Abstentions		1
Suffrages exprimés		34
Majorité requise		18
Pour		34
Contre		0

OBJET : N° 2.7.2.4. – FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2015 ASSAINISSEMENT –

L'an deux mille quatorze, le huit du mois de décembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués -énumérés ci-dessous- des collectivités ayant transféré la compétence assainissement collectif et assainissement non collectif.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / VENDEVILLE Patrice (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias -Casteljau) / FAUGIER Christian(Chandolas)/ MME MOUTERDE Hélène et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / MM. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / PASCAL Jean (Faugères) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BELLOT James (Meyras) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / CHARRIERE Jacques et PERBOST Serge (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzières) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon) / MANENT Pierre et GRASSET Guillaume (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mmes TOURRE Nathalie et CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. BARALE Ange et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) : <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> MM. BACCONNIER Jean-Claude et FALLOT Joseph <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes) / MANENT Pierre (CDC Vinobre)
--	---

Titulaires ayant donné procuration :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> M. ROURISSOL Denis (St Privat) à M. MERINE Philippe Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains) à M. SAUBIN Philippe	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. IMMACOLATO Jean-Pierre (vallon Pt d'Arc) à M. BARALE Ange <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> M. MARRON Jacques à M. Jean-Claude BACCONNIER M. UGHETTO René à M. Jean PASCAL
--	--

Titulaires excusés :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> Mme CHAGOT Patricia (Grospierres) / MM. CHARRON Claude et ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / PETROLACCI Raymond (Prunet) / SERRE Michel (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (Saint Andéol de Vals) / BOISSEL Jean-Luc (Saint Julien du Serre) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / Mme CHARROUD Annie et M. SOUTEYRAND Marc (Ucel)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> Mme CHAGNOL Dominique et M. LADREYT Jean-Pierre <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> Mme CHAGNOL Dominique (CDC Gorges Ardèche)
---	---

Titulaires absents :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / MM. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume)/ PONTIER Jean-Yves et CLADT Bernard (Labégude) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / ROSE Hermant et Mme AMET Maryse (Largentières) / MM. RISSE Michel (Malbosch) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / GIBERT Alain (Rocles) / Mme KONARZEWSKI Jessica et M. ROURE Sébastien (Rosières) / Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / M. AVIAS Cyrille-Christophe(Ucel)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. ETIENNE Claude (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> M. CHAULET Edouard <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. PONTIER Jean-Yves (CDC Aubenas-Vals)
--	---

Suppléants présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. MAURICE Fabrice (Grospierres) / BAYONI Jacques (Pont-De-Labeaume) / FARGIER Gérard (St Pierre-De-Colombier) / Mme RODIER Ginette (Sanilhac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> Mme RAOUX Chantal <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. CHARRIERE Jacques (CDC Gorges de l'Ardèche)
---	---

Le Secrétaire de séance est : M. GRASSET Guillaume

- 1/5 -

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

OBJET : N° 2.7.2.4. – FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2015 ASSAINISSEMENT

Les éléments communs aux 3 budgets primitifs ainsi que le rappel des principales propositions d'orientations 2015 et les choix opérés, sans oublier la vision agrégée du budget 2015 sont des dispositions communes aux trois budgets et font l'objet d'un développement en présentation du budget « gestion générale » sans qu'il soit nécessaire de le développer à nouveau ici.

BUDGET PRIMITIF 2015 ANNEXE N°7 – ASSAINISSEMENT

Le projet de Budget Primitif 2015 « Assainissement (Total) » - **Annexe n°7** - s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 23 001 300 € contre 8 978 900 € en 2014 (+ 156.7%) 2 469 300 € contre 2 215 000 € en 2014 (+ 11.48%) sont consacrés à la section d'exploitation et 20 512 000 € contre 6 763 900 € en 2014 (+ 203.55%) à la section d'investissement.

Le Budget Annexe n°7 « Assainissement » au Budget Principal est lui-même subdivisé, en deux sous-budgets communément dénommés « Budget Assainissement Collectif » et « Budget ANC ». Il doit être, cependant, présenté et voté, formellement, en fusionnant ces deux sous-budgets.

- **Déclinaison SOUS-BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF : (Annexe n° 5) -**

En exploitation, les dépenses et recettes s'équilibrent à la somme de 2 015 000 €.

Les **recettes** proviennent essentiellement :

- des redevances pour 1 550 000 € dont :
 - 1 400 000 € au titre des redevances ;
 - 150 000 € au titre de la FPAC,
- des subventions d'exploitation pour 10 000 € au titre de la participation de l'Hôpital des Cèdres (identique à celles de 2013 l'échéance arrivant à son terme en 2016) ;
- des autres produits de gestion courante pour 10 000 € ;
- des opérations d'ordre de transfert entre sections pour 445 000 € dont l'amortissement des subventions pour 245 000 € et des travaux en régie pour 200 000 €.

Les **dépenses**, en regard, comprennent notamment :

- les charges à caractère général pour 46 100 € ;
- Le remboursement des charges de personnel et frais assimilés représentent 279 000 €, calculés en fonction de la nouvelle clé de répartition ;
- les autres charges de gestion courante pour 148 000 € calculés en fonction de la nouvelle clé de répartition ;
- les frais financiers pour 144 000 € ;
- les charges exceptionnelles (provisions) pour 582 900 € ;
- les dotations aux amortissements pour 540 000 € (opération d'ordre avec le chapitre 040) ;
- les dépenses imprévues pour 35 000 € ;
- un virement à la section d'investissement pour 240 000 €, rappel étant fait que l'opération comptable n'est pas réalisée sur l'exercice N, mais sur l'année N+1 via l'affectation des résultats.

En investissement, les dépenses et recettes s'équilibrent à la somme de 20 512 000 €.

Les **recettes** proviennent essentiellement :

- des subventions pour 5 898 000 € ;
- des emprunts pour 8 412 000 € ; il s'agit là d'une prévision et d'une autorisation donnée au Président ;
- des autres immobilisations financières de 2 711 000 € liée à la récupération de la TVA par le délégataire ;
- de l'amortissement des immobilisations pour 540 000 € (opération d'ordre avec le chapitre 042) ;
- des opérations patrimoniales pour 2 711 000 € (opération d'ordre sur la TVA) ;
- de virement de la section de fonctionnement pour 240 000 €.

Les **dépenses** se composent :

- des subventions d'investissement (remboursement des subventions trop perçues) pour 30 000 € ;
- du remboursement du capital de la dette pour 240 000 € ;
- de l'immobilisation corporelle (hors opération) pour 20 000 € au titre de l'intervention de prestataire pour actes fonciers administratifs ;
- de 16 267 000 € pour les opérations d'équipements (études, acquisitions et travaux), qui intègrent des crédits pour les frais de maîtrise d'œuvre privée. Ces dépenses sont présentées dans le détail, opération par opération, dans **l'annexe budgétaire jointe** au présent rapport et feront l'objet d'un examen particulier en cours de séance. Certaines de ces opérations font l'objet d'un traitement en « Autorisations de Programmes/Crédits de Paiement » et sont également présentées dans **l'annexe budgétaire** ;
- des opérations d'ordre de transfert entre sections pour 445 000 € dont l'amortissement des subventions pour 245 000 € et des travaux en régie pour 200 000 € ;
- des opérations patrimoniales pour 2 711 000 € (opération d'ordre sur la TVA) ;
- des dépenses imprévues pour 799 000 €.

• **Déclinaison du SOUS-BUDGET ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (ANC) : (Annexe n° 6) –**

En exploitation, les dépenses et recettes s'équilibrent à la somme de 454 300 €.

Les **recettes** proviennent essentiellement :

- des redevances pour 128 500 €
- des subventions d'exploitation pour 17 000 € au titre des primes pour contrôle et réalisation ainsi que l'animation « réhabilitation » ;
- des autres produits de gestion courants pour 195 000 € au titre des subventions agence de l'eau pour réhabilitation de systèmes d'assainissement non collectif soit 65 dossiers à 3 000 € ;
- des autres produits exceptionnels (restes à réaliser) pour 113 800 €.

Les **dépenses**, en regard, comprennent notamment :

- Le remboursement des charges de personnel et frais assimilés représentent 159 800 € calculés en fonction de la nouvelle clé de répartition ;
- les autres charges de gestion courante pour un total de 294 000 € dont 99 000 € sur charges d'exploitation générale calculés en fonction de la nouvelle clé de répartition et 195 000 € correspondant au versement aux usagers des subventions agence eau pour réhabilitation de leur assainissement non collectif ;
- des autres charges de l'annulation des titres émis sur exercices antérieurs pour 500 €.

En investissement, aucun mouvement financier n'est inscrit, la collectivité ne réalisant pas de travaux.

• **Récapitulatif BUDGET TOTAL ASSAINISSEMENT (Annexe n° 7) –**

Pour ce budget, les propositions cumulent les Budgets Assainissement Collectif et Assainissement Non Collectif.

En exploitation, les dépenses et recettes s'équilibrent à la somme de 2 469 300 €.

Section d'exploitation

Les **recettes** proviennent essentiellement :

- des redevances pour 1 678 500 contre 1 685 000 € en 2014 (- 0.38%) dont :
 - 1 400 000 € au titre des redevances assainissement collectif ;
 - 128 500 € au titre des redevances assainissement non collectif,
 - 150 000 € au titre de la FPAC ;
- des subventions d'exploitation pour 27 000 € dont la participation de l'Hôpital des Cèdres (10 000 €) et des primes pour contrôle et réalisation ainsi animation réhabilitation (17 000 €) ;
- des autres produits de gestion courante pour 205 000 € dont 195 000 € au titre des subventions agence de l'eau pour réhabilitation de systèmes d'assainissement non collectif et 10 000 € pour divers produits ;
- des autres produits exceptionnels (restes à réaliser) pour 113 800 € ;
- des opérations d'ordre de transfert entre sections (opération d'ordre) pour 445 000 € dont l'amortissement des subventions pour 245 000 € et des travaux en régie pour 200 000 €.

Les **dépenses**, en regard, comprennent notamment :

- les charges à caractère général pour 46 100 € contre 82 100 € en 2014 (- 43.84%) ;
- Le remboursement des charges de personnel et frais assimilés représentent 438 800 € contre 197 300 € en 2014 (+55.03%) calculés en fonction de la nouvelle clé de répartition ;
- les autres charges de gestion courante pour 442 000 € contre 117 600 € en 2014 (+ 375.85%) dont 247 000 € sur charges d'exploitation générale calculés en fonction de la nouvelle clé de répartition et 195 000 € correspondant au versement aux usagers des subventions agence eau pour réhabilitation de leur assainissement non collectif ;
- les frais financiers pour 144 000 € contre 159 000 € en 2014 (-9.43%) ;
- les charges exceptionnelles (provisions) pour 583 400 € contre 813 000 € en 2014 (-28.24%) ;
- les dotations aux amortissements pour 540 000 € contre 546 000 € en 2014 (opération d'ordre avec le chapitre 040).
- les dépenses imprévues pour 35 000 € contre 50 000 € en 2014 ;
- un virement à la section d'investissement pour 240 000 € contre 250 000 € en 2014, rappel étant fait que l'opération comptable n'est pas réalisée sur l'exercice N, mais sur l'année N+1 via l'affectation des résultats.

En investissement, les dépenses et recettes s'équilibrent à la somme de 20 532 000 €.

Envoyé en préfecture le 17/12/2014

Reçu en préfecture le 17/12/2014

Affiché le



Les **recettes** proviennent essentiellement :

- des subventions pour 5 898 000 € contre 1 471 142 € en 2014 (+297.31%) ;
- des emprunts pour 8 412 000 € contre 2 808 758 € en 2014 (+202.09%), il s'agit là d'une prévision et d'une autorisation donnée au Président ;
- des autres immobilisations financières de 2 711 000 € liée à la récupération de la TVA par le délégataire contre 844 000 € en 2014 (+221.20%) ;
- de l'amortissement des immobilisations pour 540 000 € contre 546 000 € en 2014 (-1.09%), concerne l'opération d'ordre avec le chapitre 042 ;
- des opérations patrimoniales pour 2 711 000 € contre 844 000 € en 2014 (+221.20%) (opération d'ordre sur la TVA) ;
- de virement de la section de fonctionnement pour 240 000 € contre 250 000 € (-4.00%).

Les **dépenses** se composent :

- des subventions d'investissement (remboursement des subventions trop perçues) pour 30 000 € (idem en 2014) ;
- du remboursement du capital de la dette pour 240 000 € contre 226 000 € en 2014 (+6.19%) ;
- de l'immobilisation corporelle (hors opération) pour 20 000 € au titre de l'intervention de prestataire pour actes fonciers administratifs (néant en 2014) ;
- de 16 267 000 € contre 5 063 900 € en 2014 (+ 221.8 %) pour les opérations d'équipements (études, acquisitions et travaux), qui intègrent des crédits pour les frais de maîtrise d'œuvre privée. Ces dépenses sont présentées dans le détail, opération par opération, dans **l'annexe budgétaire jointe** au rapport et ont fait l'objet d'un examen particulier en cours de séance. Certaines de ces opérations font l'objet d'un traitement en « Autorisations de Programmes/Crédits de Paiement » et sont également présentées dans **l'annexe budgétaire** ;
- des opérations d'ordre de transfert entre sections pour 445 000 € contre 450 000 € en 2014 (-1.11%) dont l'amortissement des subventions pour 245 000 € et des travaux en régie pour 200 000 € ;
- des opérations patrimoniales pour 2 711 000 € contre 844 000 € en 2014 (+221.20%) (opération d'ordre sur la TVA) ;
- des dépenses imprévues pour 799 000 € contre 150 000 € en 2014.

Les Commissions des Finances/Administration Générale et des Travaux/Services Publics ont été saisies du présent budget respectivement les 02 et 03 décembre 2014 et la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 02 décembre 2014.

Le Comité Syndical est appelé à se prononcer sur le projet de Budget Primitif 2015 Annexe n° 7 « Assainissement » ainsi que les sous-budgets analytiques « assainissement collectif » et « assainissement non collectif » tels que présentés par le Président.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à la majorité des membres présents ou représentés, (1 abstention M. Eric VEYRENC) **ADOpte** ces propositions telles que résumées dans la balance ci-après :

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
VUE D'ENSEMBLE			A1
EXPLOITATION			
		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	2 469 300,00	2 469 300,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	2 469 300,00	2 469 300,00
INVESTISSEMENT			
		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	20 512 000,00	20 512 000,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	20 512 000,00	20 512 000,00
TOTAL			
	TOTAL DU BUDGET (3)	22 981 300,00	22 981 300,00

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL